

ÉQUITÉ SALARIALE

Québec sort le bâton

Hélène Baril

La Presse

Dans un peu plus d'un an, des amendes s'abattront sur les entreprises qui n'auront pas évalué le travail de leurs employés et ajusté leur rémunération, tel que requis par la Loi sur l'équité salariale.

Les retardataires sont légion, a fait savoir hier la présidente de la Commission de l'équité salariale, Louise Marchand, en lançant une campagne d'information pour leur pousser dans le dos.

La Loi sur l'équité salariale, est en vigueur depuis 13 ans et les employeurs avaient jusqu'en 2001 pour s'y conformer. Mais huit ans après cette date limite, la moitié des entreprises québécoises n'ont pas encore fait ce devoir imposé.

Ce bilan peu reluisant s'ex-

plique facilement, selon Louise Marchand. D'abord, beaucoup d'entreprises confondent encore égalité salariale (le même salaire pour ceux qui exercent le même métier) avec l'équité salariale (le même salaire pour ceux qui exercent un travail exigeant des compétences équivalentes). «Les employeurs pensent souvent qu'il n'y a pas de problème chez eux, parce que ceux qui font le même travail ont le même salaire», précise-t-elle.

Ensuite, l'évaluation demandée n'est pas facile à faire, parce qu'il s'agit souvent de comparer des pommes et des oranges. Les iniquités que la loi vise à faire disparaître existent surtout dans les milieux de travail où les femmes sont majoritaires. Il faut alors se demander si une coiffeuse, par exemple, reçoit un salaire juste comparativement

plètement étranger à leur réalité», explique le porte-parole québécois de la Fédération québécoise de l'entreprise indépendante (FCEI), Richard Fahey.

La facture pourrait être salée pour les employeurs qui ne respecteront pas ce nouveau délai. Si des augmentations de salaires sont nécessaires, elles devront être payées rétroactivement à 2001, la première date limite fixée lors de l'adoption de la loi.

Des intérêts et des indemnités additionnelles s'appliqueront, qui pourraient augmenter la facture totale de 8 %.

Autre incitatif pour les retardataires: en cas de vente d'une entreprise qui ne s'est pas conformée à la loi, cette obligation sera considérée comme un passif par l'acheteur, ce qui risque de réduire sa valeur ou nuire à la transaction.*

à un métier exigeant des qualifications comparables, comme disons, un chauffeur de camion.

Selon le Conseil du Patronat, la majorité de ses membres, des grandes entreprises, se sont conformées à la Loi sur l'équité salariale. C'est la complexité de l'exercice qui explique que les autres ne l'ont pas encore fait, a fait savoir la porte-parole du CPQ, Norma Kasaya.

Desjardins, le plus important employeur privé du Québec, est de ceux qui n'ont pas encore complété la démarche. Selon sa porte-parole Hélène Lavoie, l'exercice est complété à 90 % et devrait être achevé à la fin de 2009, soit un an avant la nouvelle date limite imposée par le gouvernement.

Du côté des PME, où les retardataires sont les plus nombreux, «le processus demandé est com-



Liberals update their Pink Book

WOMEN'S ISSUES

'Represents the conscience of the party'

DAVID AKIN
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – Opposition leader Michael Ignatieff promised yesterday to put equality for women at the centre of his party's policy platform in the next general election, calling a set of policy proposals to improve the lives of Canadian women "the conscience of the Liberal Party."

"This is a party that has always understood the challenges faced by women," Ignatieff said.

The Liberal women's caucus – the 39 female Liberal MPs and senators – released the third edition of their Pink Book yesterday, a volume of about 40 pages that, as it did in the Pink Books of 2006 and 2007, contains a series of Liberal policy positions to improve the lives of Canadian women.

As it did last year, the women's caucus paid particular attention to policies that would help aboriginal women, a group that several studies have shown has been particularly marginalized because of gender and racial discrimination.

Broadly speaking, the Pink Book's policy proposals are

aimed at helping any Canadian involved in caring for children or those caring for an aging parent, tasks that continue to fall primarily to women in most Canadian households.

"This is not just an issue for women," Ignatieff said. "This book represents the conscience of the Liberal Party of Canada."

As it has been since the first Pink Book was published in 2006, the top priority for the women's caucus is the establishment of a national day-care strategy with particular emphasis on increasing day-care spaces for rural families.

"It's not the job of the Liberal Party to tell Canadian families how to raise their children but to give them choices so they don't feel the challenge of care weighing down on them," Ignatieff said.

Some of the new policies in this year's Pink Book include:

- Establishing micro-credit facilities – banks that would be prepared to lend just a few hundred dollars – aimed at helping female entrepreneurs.
- Re-establish a national literacy secretariat.
- Set up a national toll-free telephone line for women who are suffering abuse.
- Establish a seniors commissioner to advise the prime minister on issues affecting older Canadians.
- Establish a gender equality commissioner who would report to Parliament.

Ignatieff declined to put a price tag on all these initiatives, saying only that his party would present a complete costing of its platform at election time.

Meanwhile, Ignatieff has reached out to a former Trudeau cabinet minister to rebuild his party's electoral organization in Quebec.

Yesterday, Ignatieff named Rémi Bujold as the new Quebec organizer for the party, a role that was previously held by Montreal MP Denis Coderre.

"Mr. Bujold's extensive experience, his deep roots in

Quebec and his personal knowledge of the province's regions are crucial assets for the Liberal Party of Canada in Quebec," Ignatieff said in a statement.

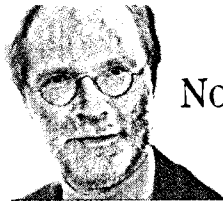
Bujold, who is a lawyer, worked as a senior adviser in the provincial Liberal government of the late Quebec premier Robert Bourassa.

Bujold also served briefly as minister of state for regional development in former prime minister Pierre Trudeau's government.

Coderre recently resigned as Ignatieff's Quebec lieutenant, criticizing the leader's Toronto advisers for interfering with the party's organization in the province. Ignatieff opted to replace him by naming Marc Garneau, another Liberal MP from Montreal, as his special representative and adviser on Quebec issues, with a second person in charge of political organization.



Le cas d'Ignatieff



NORMAN SPECTOR

Au début, certains libéraux de Toronto avaient tenté de vendre Michael Ignatieff aux Canadiens en le présentant comme un second Pierre Trudeau. Cette comparaison a fait chou blanc. Ils ont ensuite tenté d'en faire le Barack Obama du Canada: autre échec. En dernier recours, de nombreux libéraux ont laissé entendre que le président Obama et le premier ministre Stephen Harper ne s'entendraient pas sur grand-chose, des désaccords qui ne pouvaient être qu'à l'avantage de leur parti.

On n'entend plus ce raisonnement, car il semble que MM. Harper et Obama s'entendent plutôt bien. En réalité, le fait que M. Obama soit au pouvoir rend les défis du premier ministre plus faciles, et ce, dans plusieurs dossiers.

Prenons l'exemple des changements climatiques. Alors que ce dossier est encore perçu par certains comme une zone de vulnérabilité pour les conservateurs, le premier ministre Harper s'en sort déjà gagnant sur le plan national.

En 2006, pendant sa campagne à la direction du Parti libéral, Michael Ignatieff avait déclaré: *«Je crois que le Canada doit conserver les cibles de Kyoto et travailler à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 6 % en deçà des niveaux de 1990.»* Pourtant, dans un discours prononcé la semaine dernière, dans lequel il déclarait que l'environnement constituerait la pierre angulaire de son programme électoral, le chef libéral n'a fait aucune référence au protocole de Kyoto.

À l'échelle internationale, il est de plus en plus évident que ce protocole sera abandonné. Les pays industrialisés reconnaissent

que les chances que les Etats-Unis ratifient cette entente sont aussi minces sous M. Obama qu'elles l'étaient sous ses deux prédécesseurs. Cela a pour conséquence que le Canada ne s'exposera à aucune pénalité — comme certains l'avaient pourtant craint — pour ne pas avoir réalisé les cibles que le gouvernement Chrétien a endossées.

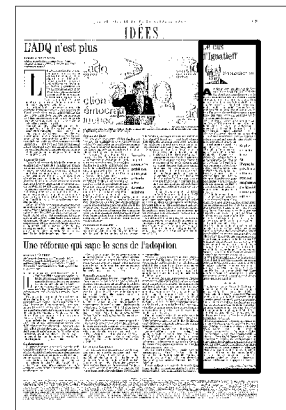
En fait, l'administration du président Obama est déjà en train de négocier directement avec l'Inde et la Chine. Et cette semaine, Yvo De Boer des Nations unies a reconnu qu'une nouvelle entente internationale n'émergera certainement pas de la réunion de décembre à Copenhague. Au contraire, on raconte que les gouvernements endosseront des cibles pour le moyen terme à l'échelle nationale, à l'exemple des objectifs que le gouvernement Harper est en train de se fixer, en concordance avec le gouvernement américain.

À Washington d'ailleurs, la question est loin d'être réglée. Il est clair qu'une loi ne sera pas votée par le Congrès avant la réunion de Copenhague. Et la semaine dernière, le bureau du Congrès a déclaré que le projet de loi de la Chambre des représentants ralentirait légèrement la croissance économique au cours des prochaines décennies et créerait d'«importantes» pertes d'emplois.

En plus de faciliter la vie de Harper, la présidence d'Obama rend son remplacement par Ignatieff encore plus difficile

En plus de faciliter la vie de M. Harper, la présidence de M. Obama rend son remplacement par M. Ignatieff encore plus difficile.

La semaine dernière, le *New York Times* rapportait en une que le déficit américain pour



l'exercice précédent atteignait un gigantesque 1400 milliards de dollars. Ce déficit est supérieur de 1000 milliards de dollars à celui de l'année précédente, et il représente 10 % du PIB, ce qui en fait le plus grand déficit depuis 1945. L'année prochaine s'annonce pire encore. En comparaison, au Canada, ce chiffre correspond à 3,7 % du PIB.

Il y a deux semaines, la Presse canadienne écrivait que «*Michael Ignatieff est prêt à prendre le risque politique*» d'avoir une «*conversation entre adultes*» avec les citoyens canadiens au sujet des «*douloureuses mesures*» à adopter pour régler la dette du Canada, y compris des hausses d'impôts

et de taxes. Très vite, M. Ignatieff a désavoué cette assertion. Peut-être s'est-il rendu compte que la comparaison des situations financières entre les États-Unis et le Canada lui rendraient très difficile la tâche de convaincre les Canadiens du fait que le déficit est une priorité. Et comme M. Ignatieff l'a démontré cette semaine, les libéraux préfèrent proposer de nouveaux programmes, comme celui des garderies, plutôt que sabrer les dépenses, du moins quand ils sont en campagne électorale.

nspector@globeandmail.ca
Norman Spector est chroniqueur politique au Globe and Mail